

Une époque d'espoir et de crainte

8. Cité dans Alfred Grosser, *The Western Alliance*, Vintage Books, New York, 1982, p. 154.
9. Voir *Survival*, vol. XXXII de mai/juin 1990, et Robin Hay, *Aspects civils des opérations de maintien de la paix des Nations Unies*, Document de travail n° 36 de l'ICPSI, octobre 1991.
10. Saadet Deger, «World Military Expenditure», *SIPRI Yearbook 1991*, Oxford University Press, New York, p. 115.
11. Pour lire une analyse intéressante de l'effort de «conversion» en Union soviétique, voir Karen Ballentine, *La réforme de l'industrie de défense soviétique : les problèmes de conversion dans une économie non convertie*, Exposé n° 36 de l'ICPSI, juillet 1991. Pour lire une analyse américaine, voir aussi Betty G. Lall et John Tepper Marlin (sous la dir. de), *Building a Peace Economy*, Westview Press, Boulder, 1992.
12. Le *Toronto Star*, 30 décembre 1991, p. 1.
13. Dans la section qui suit, la matière est tirée, en grande partie, des travaux de recherche préparatoire et des ouvrages de M. Roger Hill, ancien directeur de la recherche et chargé de recherche principal à l'Institut, et nous lui en sommes très reconnaissants.
14. *Bound to Lead*, Basic Books Inc., New York, 1990, p. 198. M. Gordon Ritchie, ancien sous-chef de la délégation canadienne a récemment publié des critiques sur les conséquences de la position relativement délicate du Canada dans les négociations (de même que sur les choix d'Ottawa en matière de politiques). *Globe and Mail*, 17 décembre 1991, page B1.
15. Trop de comparaisons fausses et tendancieuses entre le Canada et la Communauté européenne ont été débitées par les deux camps dans le cadre des débats constitutionnels. L'une des analyses les plus sérieuses et les plus objectives est celle de M. Peter Leslie, dans un ouvrage intitulé *The European Community: A Political Model for Canada?*, Bureau des relations fédérales-provinciales, Ottawa, 1991. Il n'est pas généralement reconnu que la Communauté européenne a supprimé plus d'obstacles internes au commerce et à la mobilité que les provinces canadiennes, et elle n'a toujours pas de politiques monétaires communes. Les institutions politiques de démocratie au niveau de la Communauté européenne sont encore beaucoup moins développées que les institutions fédérales canadiennes, tout comme la politique étrangère et la politique de défense au niveau de la Communauté.